

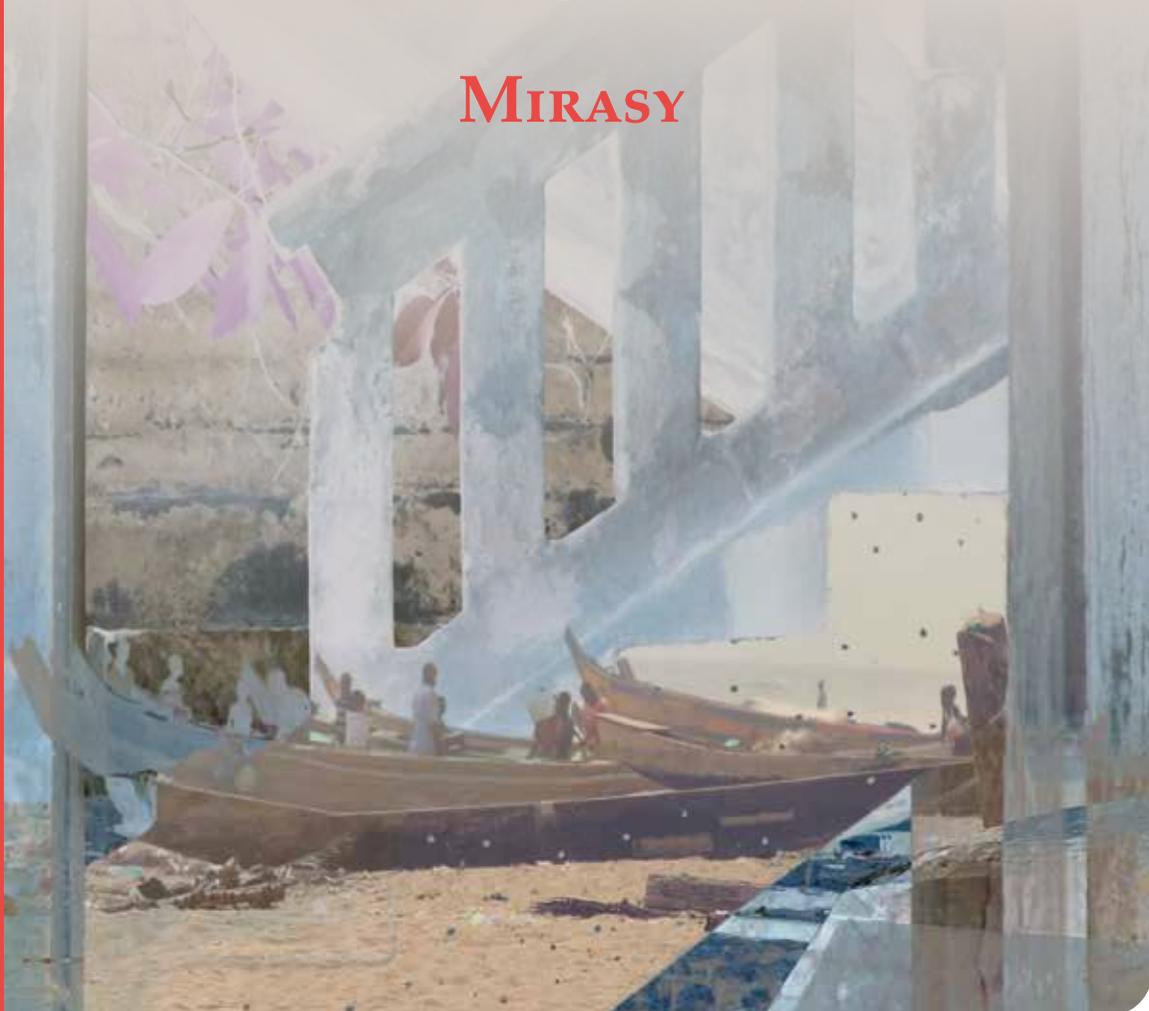
F&Di

AVANT QUE NE  
SONNE LE GLAS

---

CONVERSATION  
AFRICAINNE

MIRASY



## ***Avant que ne sonne le glas : conversation africaine***

Publiée par la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (Ferdì), cette pièce de théâtre est l'issue de propos échangés entre membres de la Ferdì, notamment Jean-Michel Severino, Rabah Arezki et Sylviane Guillaumont Jeanneney – qui assume seule la responsabilité de l'écriture.



Illustration de couverture : © Aude Guirauden, *Fresque de Bassam*,  
photo-composée – 2023

Conception graphique : Morgane Dumazel

Impression : Groupe Chaumeil, Clermont-Ferrand

© Fondation pour les études et recherches  
sur le développement international (Ferdì), mai 2024

ISBN : 978-2-9586419-6-2

AVANT QUE NE  
SONNE LE GLAS

---

CONVERSATION  
AFRICAINNE

*Pièce de théâtre en un acte*

**MIRASY**



# AVANT QUE NE SONNE LE GLAS : CONVERSATION AFRICAINE

*Pièce de théâtre en un acte*

## Les personnages

- Arnaud** est un ancien fonctionnaire français très engagé, et de longue date, dans la coopération internationale pour le développement.
- Julius** est un ancien ministre africain – de passage en France au moment de la pièce.
- Muriel** est une universitaire macroéconomiste, spécialiste des questions de développement.
- Rachid** a une expérience de haute direction dans plusieurs organisations internationales, avec une double nationalité française et tunisienne. Il se consacre désormais à la recherche universitaire sur le développement économique.

3

## Le décor

Une bibliothèque, quelques fauteuils autour d'une table basse. On aperçoit une télévision. Un service à thé est disposé dans un coin de la pièce.

## L'intrigue

Trois personnages, amis de longue date et ayant séjourné en Afrique, sont réunis en novembre 2023, durant trois soirées. Ils échangent sur les coups d'État ayant eu lieu au Sahel peu de temps auparavant, puis s'interrogent sur leurs conséquences quant à la politique française de coopération avec le continent africain.



## Scène 1

*Muriel est assise, pensive. Il est environ 18 h 00. Arnaud et Rachid font leur entrée dans la pièce. Muriel se lève pour les accueillir.*

**Muriel**

Bonsoir Arnaud, bonsoir Rachid. Comme je suis heureuse que vous ayez répondu à mon invitation ! Dans la situation internationale présente, et au vu des bouleversements en cours au Sahel, je ressens le besoin de partager avec vous mes inquiétudes.

5

*Tous trois s'assoient.*

**Rachid**

*s'adressant à tous* — Nous sommes tous trois interpellés par les derniers développements politiques en Afrique. Une série de coups d'État militaires ont éclaté en Guinée, au Burkina Faso, au Mali, et aussi, en juillet dernier, au Niger et, en août, au Gabon. Les pays occidentaux sont vent debout contre le Niger. C'est le coup d'État de trop ! La France, les États-Unis et l'Europe ont suspendu leur aide au développement à destination de ce pays ; ils ont également soutenu l'idée d'une intervention militaire potentielle de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la CEDEAO, même si les États-Unis ont reculé sur le sujet.

**Arnaud**

Personne, je crois, ne pense qu'une guerre serait salutare dans la région...

**Rachid**

C'est la France qui, pour des raisons qui lui sont propres, a entretenu la flamme de la menace d'une intervention militaire contre le Niger. La France ne se met pas en avant, mais elle pousse avec force le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Bénin à maintenir la menace contre le Niger, en cherchant l'engagement du Nigéria. Mais, en fin de compte, ce n'est pas pour véritablement entrer en guerre.

**Arnaud**

La rudesse de la réaction des États ouest-africains n'est pas uniquement due à la pression française, mais aussi à la peur panique de la généralisation de ces coups. Une intervention armée est chaque jour plus improbable.

**Rachid**

La perspective d'une intervention militaire et les sanctions ont mis en colère la jeunesse du Niger et des pays voisins – rappelons que 40 % de la population en Afrique est âgée de 15 ans ou moins. Le soutien de la population locale aux coups d'État me paraît davantage une posture anti-occidentale qu'un vote de confiance en faveur des régimes militaires. Les réseaux sociaux sont pétris d'une rhétorique similaire sur l'ensemble du continent. Certes, la propagande russe alimente le ressentiment des populations, mais c'est bien l'émergence d'une nouvelle génération d'Africains – qui s'affirme beaucoup plus que les générations précédentes, avec une fibre patriotique vibrante – qui explique la réaction contre l'influence occidentale. Comme une forme d'écho de l'histoire. De la même façon que les années 1960 furent les années de la décolonisation, mettant fin à l'emprise des colonies par les empires Européens, soixante après c'est bien la fin du « néocolonialisme » – réel ou perçu – qui se trouve au cœur des enjeux.

Le processus en cours indique que les populations veulent être maîtresses de leur avenir. Les coups d'État vont certai-

nement conduire à des périodes prolongées de développement faible, à plus d'insécurité et à plus d'instabilité politique. Aussi terribles que soient les conséquences sociales des coups d'État, il est temps pour l'Occident de rompre avec la pratique du paternalisme envers les Africains. Laissons donc ces pays exercer leur libre arbitre. Si les dirigeants échouent, ils n'auront qu'eux-mêmes à blâmer. Cet échec potentiel n'est pas une perspective rassurante, mais une invasion, même si elle était dirigée par la CEDEAO, serait bien pire. Il est temps de saisir pleinement la marche de l'histoire.

**Muriel** Aussi bien au Niger qu'au Mali et au Burkina, les nouvelles autorités ont exigé le retrait de l'armée française.

*Rachid se lève et l'interrompt vivement.*

**Rachid** Je suis pour une solution plus radicale ! Plus de bases militaires et même d'interventions militaires, plus de soutiens explicites ou non à des régimes ; et ce, partout en Afrique. Ceci donnera une impulsion nouvelle à une approche *pure business* qui ne sera plus teintée de néo-colonialisme.

7

**Muriel** Peut-être Arnaud a-t-il comme moi une position plus nuancée ? Avant que nous discussions plus avant de cette difficile option, vous prendrez bien une tasse de thé ?

*Rachid se rassoit, tandis que Muriel sert le thé.*

**Muriel** Autant l'opération Serval a été bien accueillie par les populations africaines, autant Barkhane a trop duré : après dix années de présence, l'armée française est vue comme une armée d'occupation. Notre ami Younoussi Touré, l'ancien Premier ministre du Mali et président en exercice de l'Assemblée nationale malienne, est venu dîner à la maison

quelques semaines après l'intervention des forces françaises à Bamako. Il nous a dit à peu près ceci : « C'est à la fois un sentiment de reconnaissance infinie envers le président Hollande, car sans cette intervention il y aurait eu un bain de sang à Bamako... Mais c'est aussi une totale humiliation que, cinquante ans après les indépendances, ce soit encore les troupes de l'ancienne puissance coloniale qui assurent notre sécurité. » Et d'ajouter : « Nous ne pourrions pas l'accepter longtemps ». Que pensez-vous de ces propos ?

**Arnaud**

Je crois que, si nous n'étions pas restés avec Barkhane, la France n'aurait pas éliminé son risque de réputation ; la probabilité aurait été très élevée d'une extension de l'insécurité et de la formation d'un califat islamique formel ou informel dans la zone soudano-sahélienne avec une partition de fait des trois principaux États sahéliens. La France aurait été fortement critiquée par les opinions africaines et françaises pour « n'avoir rien fait ». Mais au moins, cinquante de nos jeunes soldats n'auraient pas péri. Hélas, on arrive maintenant au même résultat.

**Muriel**

Il faut dire que la tâche assignée à la France était de l'ordre de la « mission impossible » sur cet immense territoire, en dépit de l'aide américaine, de la Minusma et du G5 Sahel. Le Sahel ne résume certes pas l'Afrique, mais il symbolise l'échec de nos interventions militaires puisque nous ne sommes parvenus ni à réduire véritablement la menace djihadiste ni à transférer la responsabilité de la lutte aux autorités locales. Penses-tu, Arnaud, que la France doive pour autant retirer toutes ses armées d'Afrique ?

**Arnaud**

Je pense surtout que l'armée française ne devrait plus se déployer sur place. Un cadre européen s'impose, mais le moins qu'on puisse dire c'est que, jusqu'à présent, l'Europe n'a pas fait preuve d'un grand empressement. Ses interven-

tions militaires sont marginales au côté des forces françaises. Mais comment mieux mobiliser l'Europe ? Et agir en soutien aux forces africaines, si possible régionales ?

**Rachid**

Si je peux me permettre cette comparaison, je pense que nous sommes vis-à-vis de l'Afrique subsaharienne dans une situation similaire à celle qui conduisit de Gaulle au retrait de l'Algérie. De Gaulle avait bien compris la marche de l'histoire : il a su se détacher des intérêts en place, au péril de sa vie, pour libérer la France du joug du colonialisme. Aujourd'hui, qu'on le veuille ou non, le fardeau perçu du néo-colonialisme en Afrique subsaharienne pèse sur la France : il va falloir s'en affranchir stratégiquement, sinon, ce sera l'enlèvement de la France, qui se retrouvera dans une situation inextricable. En d'autres termes, la continuation de la stratégie actuelle mènera à une situation « perdant-perdant » pour la France et l'Afrique.

Il y a tant à faire, pourtant ! Notamment sur le plan du développement économique en stimulant les relations entrepreneuriales incluant les diasporas africaines comme ponts entre leur continent et la France.

**Muriel**

Les bases militaires ne sont pas imposées par la France. Le président Macron a engagé une politique de décroissance de ces bases, au travers de laquelle le Gabon, la Côte d'Ivoire et Djibouti se sont engouffrés. La présence de l'armée française au Niger a été approuvée et a même bénéficié d'un soutien total du précédent gouvernement national. Doit-on pour autant considérer que ces gouvernements sont illégitimes et qu'aucune discussion avec eux n'aurait de valeur ? Faut-il simplement écouter des sondages de rue ?

**Arnaud**

La réalité politique est qu'aucun retrait militaire français n'est demandé par les États, en dehors du Sahel, car ils y voient une protection contre les renversements. Certes,

c'est sans doute à tort, comme les récents coups d'État l'ont montré... Quant aux nouvelles dictatures qui exigent le retrait des militaires français, je doute qu'elles expriment un sentiment populaire plus crédible que les régimes précédents. Qui peut croire ces militaires dictateurs ? Ils étaient vilipendés jusqu'à la Baule par les mêmes soi-disant opinions publiques qui critiquaient violemment la France pour le soutien apporté !

La série de coups d'État sahéliens va hélas détériorer la situation sécuritaire régionale, et les premières victimes en sont les populations des pays en cause. L'investissement international et intérieur va forcément chuter ; je le vois déjà dans mes activités et dans mes contacts. Espérons qu'en dépit du changement climatique, la pluviométrie donne de bonnes années agricoles au Sahel et que les cours du coton soient élevés, cela aiderait beaucoup.

10

**Muriel**

Oui, compte tenu de l'importance de cette culture dans le produit intérieur de ces pays et dans leurs exportations.

**Arnaud**

Les secondes victimes de la situation sahélienne sont les pays riverains côtiers, qui sont durement frappés : la détérioration accélérée de la situation économique dans le Sahel accroît les mouvements de population vers les pays voisins. Ceux-ci doivent consentir à une augmentation importante de leurs dépenses militaires, au moment même où ils vont perdre des opportunités économiques du fait de la tension avec leurs voisins du Nord ; ils subissent et subiront de plus en plus une pénétration des réseaux mafieux, dont les Russes. Aucun de ces pays ne peut se satisfaire de la situation créée, d'autant que l'importance des futures ressources pétrolières nigériennes va donner à ce pays un considérable pouvoir de nuisance.

**Muriel**

Les troisièmes victimes sont les pays occidentaux qui mènent sur le théâtre sahélien un combat global contre le

djihadisme. Face à ces trois victimes des coups d'État, que peut faire la France ?

**Arnaud**

La question politique qui se pose pour la France est simple dans son exposé, mais la réponse ne se laisse pas enfermer dans un slogan. D'une part, nous sommes sollicités activement par les pays de la CEDEAO, voisins du Sahel, qui ne peuvent vivre avec cette situation. Nos intérêts économiques et politiques sont beaucoup plus liés à eux qu'aux pays sahéliens. Or ils considèrent la situation au Sahel comme une menace existentielle. D'autre part, nous sommes nous-mêmes engagés dans une nouvelle guerre semi-mondiale, où nous avons un adversaire direct, la Russie, qui a décidé de faire du champ sahélien un nouvel espace d'affrontement. La Chine est quant à elle plus qu'ambiguë. Faut-il dégager l'espace et laisser nos adversaires créer de puissants ancrages comme ils viennent d'y parvenir en Centrafrique ? Dans ce pays de peu d'importance, nous avons adopté vis-à-vis de la Russie la stratégie du laisser-faire complet, ce qui illustre bien le risque sahélien.

**Muriel**

Certes. Les djihadistes profitent de la situation pour étendre leur activité et leur potentiel de création d'un califat. L'Africa Corps, qui succède à Wagner, est incapable d'assurer la sécurité des juntes en place, du fait de la médiocrité de leurs ressources humaines et techniques.

**Arnaud**

Quant aux droits de l'homme et la démocratie, ils sont devenus pour certains des considérations misérables, qui ne méritent qu'un haussement d'épaule... Les galonnés, n'est-ce-pas, les assureront avec infiniment de rigueur grâce à leurs alliés russes, dont la compétence en la matière est sans limite...

**Rachid**

Je crois malgré tout qu'aujourd'hui les choix des États de la CEDEAO doivent rester les leurs. La France doit se tenir

très loin de tout cela, c'est-à-dire ne pas s'engager individuellement et se borner à la protection des nationaux.

**Muriel**

Ne plus avoir de soldats en Afrique serait certes un soulagement, mais nous ne pouvons rompre brutalement nos engagements avec nos alliés africains qui ne souhaitent pas leur départ. En revanche, notre armée n'est plus au Mali ni au Burkina et se retire du Niger.

**Rachid**

Il faut aller plus loin dans le désengagement de la France. Il est grand temps de prendre acte du bouleversement tectonique qui l'expose au premier chef et qui donne l'image d'un empire défunt ne voulant pas abandonner ses anciennes prises. L'enlisement de la politique française dans ces pays est évident. Ridicule a été la situation de l'ambassadeur de la France, au Niger, qui ne voulait pas quitter le pays ! Il faut soit rebâtir la relation France-Afrique sur des bases d'intérêts commerciaux « gagnant-gagnant » qui ne soient pas empreintes de néo-colonialisme ou, comme les Américains, se tourner vers l'Asie, ou du moins vers des contrées dans lesquelles la France n'est pas vue comme une puissance coloniale.

**Arnaud**

Tu rejoins sur ce point de nombreux diplomates : la majorité du quai d'Orsay pense comme toi. La carrière noble c'est l'Europe, l'Amérique et l'Asie, pas l'Afrique ! C'est aussi malheureusement le cas d'une partie du personnel de l'Agence française de développement.

**Muriel**

Le retrait militaire du Sahel se double d'une posture d'abandon de notre coopération économique et culturelle. Si l'on peut comprendre l'amertume personnelle de notre président, je trouve cette position grave car elle ne peut que conforter le rejet de la France par les populations et rompt les liens affectifs ancestraux et si forts de nombreux Africains avec notre pays.

Certes, Rachid, mon attachement à la politique de coopération avec l’Afrique va de pair avec le sentiment qu’il est impératif d’en modifier en profondeur les modalités, particulièrement dans ce qu’on se plaisait à appeler notre « pré carré ». Nous pourrions en faire demain l’objet d’une nouvelle soirée.

**Arnaud  
et Rachid**

*d’une même voix* — Bien volontiers !



## Scène 2

*Le lendemain. Les mêmes personnages, dans le même lieu.*

**Muriel**

Il me semble que la première question qui se pose aujourd'hui à nous est celle de la responsabilité de l'Occident dans le retard économique de l'Afrique.

**Rachid**

C'est ce qu'a exprimé Ibrahim Traoré, le jeune capitaine et président par intérim du Burkina Faso, en déclarant lors du sommet Russie-Afrique de juillet 2023 que sa génération se demandait pourquoi son continent était économiquement si pauvre tout en étant si riche en ressources naturelles. Il a blâmé l'impérialisme de l'Occident et les nombreux dirigeants africains qui se tournent généralement vers lui pour obtenir de l'aide. Pour lui, il est temps que l'Afrique prenne son destin en main et cherche de nouveaux partenariats pour se développer. Ce message a conquis les jeunes du Burkina Faso et, à la suite de sa déclaration, Ibrahim Traoré a été reçu en héros. Il y a bien là une vraie question de développement, mais qui peut vite tourner à une posture populiste qui occulterait alors la question de la redevabilité des dirigeants Africains en rejetant la responsabilité sur l'étranger, en l'occurrence la France.

**Muriel**

Les pays africains ont obtenu leur indépendance il y a plus de soixante ans. Les Occidentaux pourraient donc faire valoir qu'ils n'ont pas grand-chose à voir avec cette situation. Outre la persistance de l'héritage colonial sur lequel on pourrait argumenter sans fin, il faut comprendre pourquoi la marge de manœuvre des pays africains sur leur destin est perçue par eux comme si limitée.

**Rachid**

L'entrelacs des transformations politiques et économiques, à l'œuvre depuis les indépendances, explique ce sentiment. Lorsque des États relativement faibles se sont lancés dans un processus de démocratisation, ce dernier a donné l'illusion aux dirigeants que leur légitimité était robuste. Mais, après les premières élections, ils se sont vite aperçus que cette légitimité électorale était de courte durée. Étant peu sûrs de leur pouvoir, ces leaders ont opté pour une collaboration étroite avec les puissances occidentales pour leur sécurité et l'exploitation des ressources minérales et autres sources de rentes. Selon la perception populaire, les dirigeants sont devenus des marionnettes de l'Occident et des pilleurs de ressources. Les résultats limités du développement économique et le désarroi des populations jeunes – de plus en plus nombreuses – expliquent les succès des coups d'État militaires.

Aujourd'hui, la question stratégique pour l'Occident est de savoir s'il devrait encourager la restauration de démocraties, sans doute très faibles. Les guerres soutenues par l'Occident au Moyen-Orient, au nom de la démocratie, ont été des fiascos et ont coûté la vie à des centaines de milliers, voire à des millions de personnes. Les sanctions, elles, ont eu tendance à avoir un impact sévère sur les populations plutôt que sur les régimes en place et ont alimenté le soutien populaire à ces derniers. Et l'horrible carnage auquel nous assistons, impuissants – d'abord en Israël, puis à Gaza – renforce mes convictions : il est temps de saisir pleinement la marche de l'histoire.

**Arnaud** Depuis le début des années 2000, la défense de la démocratie et celle des droits de l'homme ont été un masque français : sinon, comment justifier le soutien au Tchad, au Gabon, etc. ? Cette situation s'ancre dans un contexte de compétition géopolitique avec les régimes autoritaires chinois et russes, qui sont indifférents à cette dimension.

**Muriel** Il me semble que pour toi, Rachid, les principaux responsables du retard de l'Afrique sont bien les dirigeants africains, même si l'Occident a été complice. Le principal problème réside dans la difficulté d'établir un régime politique efficace entre le fiasco des démocraties et celui des dictatures.

**Rachid** Il faut que la question de la gouvernance soit remise au cœur du débat en Afrique. La corruption des dirigeants est omniprésente. Les populations le perçoivent parfaitement et, à chaque coup d'État, les putschistes font miroiter qu'ils y mettront fin. Mais c'est rarement les cas !

**Muriel** Dans ces conditions, la solution, selon toi, serait de laisser les gouvernants africains exercer leur libre arbitre ? Et s'ils échouent, ils n'auront donc qu'eux-mêmes à blâmer ?

**Rachid** Absolument.

**Arnaud** Il est grand temps de repenser la politique africaine européenne – comme française, d'ailleurs. Mais elle repose sur deux prémisses radicalement opposées, qu'il faut trancher. Dans une première vision, la France et plus singulièrement l'Europe n'ont pas d'intérêt africain. Il faut cesser d'intervenir diplomatiquement et militairement, ne pas promouvoir d'intérêts commerciaux dans un continent trop instable et trop pauvre, économiser de l'argent en cessant d'en consacrer à l'aide publique au développement. On peut juste

recruter des médecins pour nos hôpitaux et dans quelques secteurs en manque de main d'œuvre, mais c'est tout. Ainsi nous participerons à l'exode des cerveaux africains. Le reste va à vau-l'eau. Cette vision est pour moi majoritaire dans les cercles économiques et industriels français, à quelques rares exceptions. De fait, la mobilisation de l'industrie et du secteur privé français vers l'Afrique est marginale.

**Muriel**

Hélas, oui, je crois que la première position est dominante en France et depuis plusieurs années. C'est pourquoi, à la veille de la première élection présidentielle d'Emmanuel Macron, la Ferdi a publié un ouvrage intitulé *Allier sécurité et développement. Plaidoyer pour le Sahel*<sup>1</sup>, contre le désintérêt de nombreux acteurs français à l'égard de cette Afrique la plus démunie. Mais je crains fort qu'ils finissent par l'emporter !

**Arnaud**

Il existe cependant une seconde vision : la France a des intérêts importants sur le continent africain. En premier lieu, nous importons d'Afrique des problèmes – migrations, djihadisme ; en second lieu, nous voulons sécuriser des ressources stratégiques que nous allons piocher – mines, pétrole, ressources humaines ; en troisième lieu, nous recherchons des marchés qui sont certes modestes en Afrique, mais croissants ; en quatrième lieu, les centaines de milliers de binationaux et immigrés africains forment en France des communautés humaines actives. On ne peut donc décemment pas se désintéresser des régimes en place – tant au niveau de leurs positions diplomatiques que de leurs orientations.

**Rachid**

Pour moi, au contraire, les partisans de la première proposition ne pèsent pas assez dans le débat. Mon argument

---

1. Guillaumont Jeanneney S. avec Angely C., Brachet A., Collier P., Garenne M., Guillaumont P., Joubert B., Laville C., de Melo J., Michailof S., Miribel B., Ray O. et Zongo T. (2016) *Allier sécurité et développement Plaidoyer pour le Sahel* (en anglais : *Linking security and development – A Plea for the Sahel*), Ferdi, 100 p.

est clairement de sortir définitivement de la deuxième proposition. Nous devrions suivre l'exemple de nos amis italiens qui se régalaient, en ce moment, avec de gros contrats pétroliers et miniers, alors que la France est violemment critiquée....

**Arnaud**

Ta comparaison avec l'Italie est intéressante car ce pays a une présence africaine marginale. Si elle gagne quelques affaires de temps en temps en Afrique, elle n'a pas orienté son appareil productif – par ailleurs en difficulté compétitive – vers le continent africain, mais bien vers l'Europe et l'Asie. La posture italienne envers l'Afrique mériterait aussi une longue discussion à la lumière de la crise migratoire profonde que connaît le pays et qui a conduit l'extrême droite au pouvoir.

Rachid, considères-tu vraiment que les intérêts africains de la France sont marginaux et qu'ils sont gonflés par quelques lobbys économiques et politiques ? Et que, dans ces conditions, seule une politique de retrait ou de non-interférence se justifierait ?

**Rachid**

Oui, vraiment !

**Arnaud**

Dans ce cas, ta position est en parfaite harmonie avec la posture anti-néocoloniale selon laquelle toute promotion de la démocratie et des droits de l'homme dans des pays souverains et culturellement différents est contre-productive. Ta position est cohérente aussi avec une politique de baisse massive de l'aide publique au développement, bienvenue d'un point de vue budgétaire, et une concentration sur l'humanitaire. On aurait juste une politique anti-migration focalisée sur le Maghreb et des pays volontaires « à la turque » consistant en paiements contre rétention de migrants et quelques opérations d'approvisionnement en matériaux critiques. Cela me semble bien correspondre à la position du Rassemblement national.

**Rachid**

N'es-tu pas impressionné par tout ce qui se dit sur les réseaux sociaux, LinkedIn notamment, ou X, contre la position qu'a adoptée le président Macron face au coup d'État nigérien et, de manière générale, contre la politique française en Afrique ?

**Arnaud**

Oui, ces critiques sont répandues partout sur les réseaux sociaux. Si tu adhères à ces messages désobligeants – personnellement, j'en reçois plus d'une centaine par jour –, tu en conclus que la bonne réponse est clairement ce que sera, sans doute, le programme du Rassemblement national pour la prochaine présidentielle française. On nous enjoint de faire ce que font la Russie, grand idéal du Rassemblement national, voire la Chine ou la Turquie, mais ces États ont des politiques contradictoires et évolutives ! Ainsi, l'intervention est à la racine de la stratégie russe alors que la non-intervention fonde la posture chinoise. Or les Chinois sont en train d'amorcer un grand repli : les financements de la route de la soie s'effondrent, tandis que leur position vis-à-vis de la dette est plus que timorée. Pour le moment, la seule exception à ce retrait chinois est leur grande base de Djibouti.

**Muriel**

Je suis frappée par le fait que la politique menée par la Chine depuis le début des années 2000 est exactement la même que celle de la France dans les années 1970/1980, dont le bilan a été considéré comme négatif.

**Arnaud**

La déconstruction est acquise, mais quel nouvel édifice voulons-nous désormais ? et en voulons-nous même un ?

**Muriel**

Dans les réunions internationales, les gouvernants africains ne cessent de répéter que les pays occidentaux ont une dette vis-à-vis des pays les moins avancés, qui ne sont pas responsables du réchauffement climatique. Ils reprochent aux occidentaux de ne pas tenir leurs engagements finan-

ciers ! Le paradoxe est qu'en même temps les africains jugent aliénante l'aide au développement et leurs gouvernements cessent d'en demander ! Si c'est seulement une question terminologique, ne parlons plus d'aide ou d'assistance, mais de coopération internationale ou de « monde en commun » !

- Arnaud** Nous sommes minés par une revendication de transferts massifs, notamment pour faire face au réchauffement climatique : peut-on procéder à ces transferts sans les suivre et s'intéresser à leur destination ?
- Muriel** Accepterais-tu, Rachid, de te placer un moment avec nous dans le scénario 2 esquissé par Arnaud et qui suppose que la France poursuive hardiment une politique de coopération avec l'Afrique ? Je crois qu'un consensus va vite se dégager sur l'impérieuse nécessité de modifier profondément les modalités de son aide, comme d'ailleurs celle des autres bailleurs internationaux.
- Rachid** Sur ce point, je te suis complètement. Et c'est avec grand intérêt que nous pourrions en discuter demain car il se fait tard, et je vais devoir vous laisser.
- Arnaud** *lui emboitant le pas* — Effectivement ! Je t'accompagne ; je n'ai pas vu l'heure passer. Murielle, nous te remercions une nouvelle fois pour ton accueil.
- Murielle** Bonne soirée à vous deux. Nous continuerons donc cette passionnante discussion demain !



## Scène 3

*Le lendemain Rachid, Arnaud, Muriel sont à nouveau réunis dans la bibliothèque.*

*Le thé est déjà servi ; quatre tasses sont disposées sur la table.*

**Muriel** *prenant place dans un fauteuil* — Puisque nous avons projeté d’analyser les défaillances de la politique française de coopération avec les pays en développement, singulièrement les pays africains, j’ai invité ce soir notre ami commun, Julius, ancien ministre africain, qui est de passage à Paris. Je suis sûre qu’il enrichira notre discussion, en portant la voix du Sud. Il ne devrait pas tarder.

**Arnaud** C’est une excellente initiative ! Je serai ravi de le voir.

**Rachid** *reposant sa tasse de thé* — Moi de même ! En l’attendant, amorçons donc notre discussion.

**Muriel** On accuse souvent l’aide internationale de servir les intérêts occidentaux. Certes, il existe des considérations géopolitiques dans l’aide fournie par les pays du Nord – et l’aide est une bonne affaire commerciale pour certaines grandes industries ou entreprises du Nord –, cependant,

l'aide relève aussi de motifs éthiques. Une grande partie de l'aide d'origine publique et des fonds mobilisés par les fondations et les ONG sont consacrés à l'aide humanitaire et aux secteurs sociaux des pays africains, avec un réel désir d'améliorer la situation des populations.

Quant à l'insuffisance souvent signalée des fonds mobilisés par l'aide internationale – ceux-ci étant loin des objectifs proclamés –, elle n'est pas la cause principale de l'inefficacité supposée de l'aide puisque les secteurs où elle a été la plus généreuse – c'est-à-dire l'éducation et la santé – sont sinistrés.

### **Rachid**

On ne peut pas non plus imputer l'échec de l'aide à l'incompétence des experts internationaux en matière de développement. L'industrie du développement recrute dans le monde entier d'excellents spécialistes, qu'elle paye bien, à qui elle donne des moyens importants. Ces experts savent construire des projets séduisants et les mettre en œuvre, et ils maîtrisent parfaitement les procédures techniques et financières. Étant moi-même un ancien membre de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement, je puis en témoigner.

Les causes de l'inefficacité de l'aide sont à rechercher ailleurs, et certainement dans l'orgueil débridé des bailleurs de fonds.

### **Muriel**

Je te rejoins tout à fait sur ce point, et je ne pense pas qu'Arnaud nous contredira. Le partenariat proclamé par les institutions internationales est largement factice. La coopération officielle de la France avec ses anciennes colonies africaines reste, après plus de soixante années d'indépendance, marquée d'un paternalisme insupportable ! Et ce n'est pas seulement un travers français. Les fonctionnaires des institutions multilatérales croient aussi savoir mieux que les gouvernants des pays aidés ce qui leur convient ! Le bailleur reste au centre de l'aide : il formate les idées, ap-

porte l'argent, les règles du jeu. Ce sont les experts des bailleurs qui occupent presque toujours le siège du pilote, et leur arrogance est souvent dénoncée par les responsables des pays aidés. Ceux-ci se sentent en effet dépouillés de leur politique économique. Face aux exigences des donateurs et à l'urgence d'obtenir un financement, ils sont conduits à « faire semblant » d'être d'accord sur la politique négociée afin d'obtenir l'aide. Par un enchaînement malheureux, les donateurs sont devenus de plus en plus tatillons, avec des exigences parfois contradictoires, et les gouvernements sont quant à eux de moins en moins responsables.

De plus, les institutions internationales multiplient les conditions politiques correspondant à leurs propres critères du bien, de la morale, des droits de l'homme, de la place reconnue à la femme... autant de considérations pouvant être, parfois, relativement éloignées des valeurs locales. Cette « conditionnalité » élargie est de plus en plus mal perçue en Afrique, où elle apparaît comme une ingérence inadmissible relevant de l'impérialisme moral et du suprématisme occidental.

**Arnaud**

À cela s'ajoute le fait qu'en raison du nombre considérable de conditions non remplies, les décaissements de l'aide sont bien inférieurs aux engagements pris par les bailleurs. Cela sape la confiance des populations qui y voient une forme d'hypocrisie.

**Rachid**

Vouloir que les gouvernements des pays en développement se réapproprient leur politique est un objectif d'autant plus justifié que l'on souhaite des régimes démocratiques. C'est pourquoi, à la Conférence de Paris sur l'efficacité de l'aide, dès 2005, les donateurs se sont engagés dans la Déclaration de Paris<sup>2</sup> « à s'aligner sur les objectifs des pays receveurs et à s'appuyer sur les systèmes locaux ». À vrai dire, la véritable question n'est plus tant l'appropriation par les gouverne-

---

2. OCDE (2005) *Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement*, Éditions OCDE, 14 p.

ments des pays aidés de leur politique, que l'appropriation par les donateurs étrangers de la politique de ceux qu'ils aident. Hélas ! cette résolution ancienne, et à maintes reprises réaffirmée dans les réunions internationales, a peu modifié les pratiques. Cela aurait impliqué un changement radical du métier de donneur, difficile à réaliser : perdre l'habitude de décider à la place de l'autre de ce qui est le meilleur pour lui. Cependant, l'arrivée dans le champ de l'aide internationale de nouveaux bailleurs – à savoir les pays émergents et les fondations privées, qui n'ont pas les mêmes exigences – pourrait accélérer la révolution mentale souhaitée par la Déclaration de Paris.

**Muriel**

Toute bureaucratie peine à se réformer et à accepter de réduire son pouvoir. Je crois volontiers qu'il y a une tendance sociologique bien humaine à avoir du mal à tirer le trait sur ce qu'on a été : la France en est coupable, mais elle n'est pas la seule.

**Arnaud**

On prend de plus en plus conscience du fait que les experts internationaux ne sont pas les mieux placés pour définir de bons projets. Ils ne connaissent ni l'économie politique des institutions des pays concernés ni les milieux où se déploie l'aide. Ils n'ont que des connaissances sommaires ou stéréotypées sur l'histoire et la sociologie des populations, et ignorent généralement le fonctionnement réel, au quotidien, des administrations comme du monde associatif local. Comme l'a si bien écrit l'anthropologue franco-nigérien Jean-Pierre Olivier de Sardan dans son livre *La revanche des contextes*<sup>3</sup>, les bailleurs privilégient les « modèles voyageurs », en « prêt-à-porter », censés avoir une efficacité intrinsèque dans n'importe quel pays.

De plus, les institutions internationales sont engagées dans une hyper-bureaucratiation et une procéduralisation de

---

3. Olivier de Sardan J.-P. (2021) *La revanche des contextes : Des mésaventures de l'ingénierie sociales en Afrique et au-delà*, Karthala, 480 p.

l'aide qui nécessitent un savoir complexe et très spécialisé pour soumettre des projets et les mettre en œuvre. Chaque bailleur a ses propres exigences. Le délai entre l'identification d'un problème et la réponse est tellement long que, quand cette dernière arrive enfin, elle n'apporte plus, dans la majorité des cas, le remède approprié. Il en résulte une frustration des agents de terrain et des populations bénéficiaires.

On ne tire que peu d'enseignements des évaluations des projets, qui laissent peu de place au jugement des bénéficiaires. Elles se focalisent sur les montants décaissés, la réalisation des activités prévues, mais ne portent que très rarement sur l'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires, une fois les projets fermés et la perfusion retirée.

**Muriel**

L'aide fonctionne comme une « rente » et a donc de nombreux impacts négatifs qui évoquent par certains côtés les méfaits de la rente pétrolière. Elle favorise les détournements par les élites politiques et économiques, et accroît la corruption, qu'elle entend par ailleurs combattre. Un autre effet pervers de cette dépendance à l'aide est la perte de l'esprit d'innovation au sein des services publics, remplacé par l'injonction d'être un « bon élève ». Les meilleurs éléments de la fonction publique sont absorbés par les organismes d'aide, privant l'administration des élites compétentes. Ceux qui restent dans l'administration sont peu en mesure d'améliorer significativement le fonctionnement de l'État.

**Rachid**

La Banque mondiale a été vivement critiquée par les pays du Sud de telle sorte que les administrateurs ont demandé qu'elle se réforme en profondeur. Pensez-vous que nous pouvons être raisonnablement optimistes sur les résultats de cet *aggiornamento* ?

**Muriel**

Oh non ! Dans les documents préparatoires pour les Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI à Marrakech, les responsables répètent à l'envi qu'ils sont les

plus compétents et connaissent les modèles de développement qui ont réussi et qu'il faut dupliquer. Ils prévoient que, dans chaque pays, soit défini un cadre de partenariat couvrant tous les aspects du développement et des biens publics mondiaux, ainsi que toutes les sources de financement tant extérieures qu'internes. On peut craindre que les gouvernants locaux soient neutralisés face à la force de frappe intellectuelle et financière de leurs interlocuteurs ! Ce sont les « bons élèves » qui seront financés et non ceux qui en ont le plus besoin, car les plus vulnérables. La Banque mondiale s'est toujours refusée à considérer la vulnérabilité comme critère du montant des allocations à chaque pays de son bras concessionnel, l'Association internationale du développement (ou IDA). À la Banque mondiale, ils n'ont pas pris la mesure de la fronde du Sud...

*Une sonnerie retentit dans une autre pièce.*

28

**Muriel**

Tiens, on a sonné ! C'est sûrement notre ami Julius. Arnaud, je te laisse l'accueillir.

*Arnaud se lève et va ouvrir à Julius, tandis que Muriel sert une nouvelle tasse de thé.*

**Arnaud**

Quelle joie de te retrouver, Julius ! Nous sommes en train de discuter de la situation présente de l'Afrique et allons jusqu'à repenser de fond en comble la politique d'aide au développement à son endroit. Ta contribution est pour nous infiniment précieuse !

*Muriel et Rachid accueillent chaleureusement Julius et l'invitent à prendre place à leurs côtés.*

**Julius**

Moi aussi je suis heureux de vous retrouver et je partage vos inquiétudes sur la situation en Afrique.

En tant que citoyen Burkinabè, et ayant souvent l'occasion de voyager dans d'autres pays, principalement d'Afrique de l'Ouest, je considère que la situation est grave et que les relations Nord-Sud se dégradent. Ces dernières années, le sentiment anti-occidental s'est exacerbé, notamment au Sahel. Certes, il est excessif, manipulé par les gouvernements étrangers et par les pouvoirs en place qui ont besoin de boucs émissaires ; mais il est aussi alimenté par une histoire coloniale et néocoloniale non soldée, par la dépendance à l'aide, en ce qu'elle a d'humiliante. Le « suprématisme occidental » marque l'attitude de nombreux dirigeants politique du Nord, qui combinent souvent injonctions, paternalisme ou dédain. Sans oublier le traitement inhumain réservé aux migrants.

Enfin, presque partout en Afrique, les régimes démocratiques se trouvent dans une impasse. Les populations reprochent aux dirigeants les élections truquées, la faible qualité des services publics, la généralisation de la corruption, etc. La nostalgie croissante à l'égard d'anciens dictateurs et le soutien aux récents coups d'État témoignent de cette crise. Bien que la démocratie ait été le produit des luttes et revendications populaires contre la première vague de régimes militaires, elle tend à être considérée maintenant par les opinions publiques comme un produit d'importation associé à l'Occident.

## **Rachid**

La situation sahélienne n'est pas un cas isolé. Dans de très nombreux pays, se déchaînent des guerres interethniques et interreligieuses favorisées par un terreau de pauvreté. Autrefois le Burkina se flattait d'une coexistence pacifique entre communautés musulmanes et chrétiennes. Hélas, elles ont été montées les unes contre les autres par les exactions des djihadistes.

La situation au Proche-Orient déchaîne partout les passions et en France, même, on assiste à une recrudescence des actes antisémites et antimusulmans.

**Muriel**

*se tournant vers Julius* — Dans ce contexte, comment comprends-tu que le sentiment anti-occidental soit particulièrement exacerbé vis-à-vis de la France ?

**Julius**

Les populations sahéliennes ont surestimé la capacité de l'armée française à les protéger des djihadistes et des brigands, ce qui a alimenté les thèses complotistes. Elles ont considéré la France comme complice de l'inefficacité des armées nationales. Le comble a été de voir accuser la France d'une complicité avec les djihadistes ! Je comprends que les Français vivent cette situation comme une injustice. Les liens tissés entre les Français et les Africains sont trop profonds pour disparaître et le caractère dramatique de la situation présente au Sahel amènera sans doute à un revirement des opinions, mais il faudra du temps.

Ceux qui ont applaudi aux deux coups d'État militaires au Burkina n'avaient certainement pas pris la mesure du caractère dictatorial du nouveau pouvoir en place, et que toute opposition serait durement muselée en raison même de la détérioration malheureusement rapide et profonde de la situation militaire et économique.

**Muriel**

Le paradoxe est que le sentiment anti-français des jeunes Africains s'accompagne du désir irrésistible de s'expatrier en France, quels que soient les dangers du voyage. Face au grand nombre de Français réticents à l'accueil d'immigrants d'origine africaine, le gouvernement français verrouille ses frontières. Nous connaissons tous des intellectuels ou des religieux africains qui n'ont pu participer à un colloque ou une formation à laquelle ils étaient invités, faute d'obtenir à temps le visa convoité. Les longues files d'attente devant les consulats sont une honte pour la France !

Depuis les coups d'État au Mali, au Burkina, et surtout au Niger, les ressortissants de ces pays ne peuvent quasiment plus venir sur le territoire français. Cela entrave la coopération du secteur non étatique, qu'il convient à tout prix de

préservé. Et l'accueil des réfugiés ukrainiens a renforcé le sentiment que la fermeture des frontières est un acte raciste à l'égard de populations noires.

**Arnaud**

Au début de son premier quinquennat, le président Macron voulait refonder la politique africaine de la France. Malgré ses bonnes intentions, il a commis un certain nombre de maladresses. Il n'a pas compris qu'en Afrique, on doit le respect aux anciens et que sa jeunesse même aurait dû le conduire à plus de prudence et de déférence pour ses homologues africains. Par exemple, le sommet de Montpellier réunissant la jeunesse africaine a été mal vécu par les dirigeants tenus à l'écart. De même, lorsque les chefs d'État du G5 – comprenant la Mauritanie, le Burkina, le Mali, le Niger et le Tchad – ont été réunis à Pau pour recueillir leur assentiment sur la poursuite de l'action de l'armée française, ils ont eu le sentiment d'être non pas invités comme partenaires, mais convoqués comme étant redevables. Cette convocation laissait entendre que l'action française était essentiellement au bénéfice du Sahel, alors même que l'éradication des djihadistes est aussi un problème européen.

**Julius**

Ma crainte est que l'Europe, et la France avec elle, accaparées par la guerre en Ukraine, qui semble vouloir perdurer, et maintenant par le conflit sanglant entre Israéliens et Palestiniens, et l'hostilité des Israéliens comme de l'Occident vis-à-vis de l'Iran, détournent leur regard du Sahel, alors même que l'avenir de l'Europe et celui du Sahel sont intimement liés.

**Muriel**

Espérons que cette crainte soit infondée et que le retrait de la coopération française ne soit qu'une réaction passagère de mauvaise humeur. Mais il est indéniable que les relations entre la France et l'Afrique, notamment le Sahel, devront s'établir sur de nouvelles bases. L'échec de la politique française a été dû à son caractère principalement militaire. Les

interventions extérieures en Irak ou en Afghanistan ont bien montré que la paix ne se gagne pas uniquement par la guerre.

Un article du Monde, daté du 4 novembre 2023<sup>4</sup>, suggère que l'échec de la France au Sahel est dû à une « vision kaki » du monde de la part des Affaires étrangères françaises : l'attention à la sécurité aurait prévalu sur l'attention portée au développement social et politique de la région, alors qu'il était déjà bien connu que la bataille sécuritaire ne se gagne que si elle s'accompagne d'un succès sur le plan du développement.

Je trouve, pour ma part, que l'article confond échec de stratégie avec échec de mise en œuvre de l'effort de soutien au développement. J'ai en effet participé, en 2017, à une réunion de l'Alliance pour le Sahel au Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, à Paris, quand l'engagement militaire battait son plein. Les militaires étaient présents à cette réunion et leur message était clair : « Nous pouvons vous faire gagner du temps par nos actions sécuritaires, mais pas pour longtemps. Ce temps doit donc être utilisé efficacement pour mettre en place une stratégie de développement pour la région qui traite les besoins de la jeunesse en emploi et leur donne des perspectives de progrès économique comme solution alternative à la rébellion et à l'émigration. ». La Ferdi, grâce à son livre *Allier sécurité et développement – Plaidoyer pour le Sahel*, a peut-être eu sa part dans cette prise de conscience des militaires...

## Arnaud

Les moyens d'intervention de l'Agence française de développement au Sahel ont été largement accrus. Mais la coopération avec les militaires a été difficile et les décaissements trop longs à leurs yeux. La coordination des différents pays et institutions donateurs au sein de l'Alliance pour le Sahel a été laborieuse. Les actions de développe-

---

4. Bensimon C., Châtelot C., Ricard P., Vincent E. (2023) « Au Sahel l'échec stratégique » *Le Monde*, samedi 4 novembre, p. 18.

ment étaient à peu près toutes des mesures à moyen et/ou long terme : infrastructure, éducation, même dans l'agriculture qui a de toute façon été largement négligée. Bien que ces actions soient légitimes, leur impact est décalé dans le temps, alors même que les défis les plus pressants étaient de court, voire de très court terme.

**Rachid**

À la décharge de la France, il faut reconnaître que développer le Nord du Sahel, là où sévissent les djihadistes et les brigands, est très difficile ; le potentiel naturel et humain est très faible, les responsables politiques au Mali comme dans les États voisins sont réticents à allouer des capitaux à cette région, enfin et surtout des conflits rendent presque impossibles les actions de terrain même de court terme : on ne peut pas investir dans des périmètres irrigués qui seront détruits ou dont les agriculteurs seront déplacés ou tués, dans des écoles ou des centres de santé dont les personnels seront exécutés et où ils ne veulent pas venir, etc.

**Muriel**

La question demeure : comment rendre notre soutien plus respectueux de la souveraineté des États africains, plus à l'écoute des acteurs de terrain, plus ambitieux dans la confiance accordée aux institutions locales ? — *Se tournant vers Julius* — Tu es le mieux placé, Julius, pour nous indiquer quelques pistes.

**Julius**

Ce ne sont pas seulement nos partenaires financiers qui doivent changer de comportement, mais d'abord nos gouvernants.

C'est à nos gouvernements nationaux qu'il appartient d'impulser des recherches systématiques sur l'économie politique de leur pays, sur ses fragilités, sur le fonctionnement réel des administrations et du monde associatif, pour inscrire leur action dans une vision prospective, soutenue par des politiques publiques cohérentes sur le long terme, et non sur le temps très court des projets. Au lieu d'attendre les propo-

sitions des partenaires techniques et financiers – les fameux PTF – et les ressources qui les accompagnent, les autorités africaines devraient initier elles-mêmes les réformes, sur la base de consultations d'experts nationaux connaissant les contextes locaux. Il faut oser dire « non » à des propositions de l'industrie du développement qui semblent aux autorités africaines inadaptées aux situations locales. Cela suppose un minimum de consensus national sur les stratégies de développement du pays. Il est important de préserver l'action autonome des collectivités locales, ce qui exige que les PTF respectent la politique nationale de décentralisation et une réelle gestion des terroirs par les populations elles-mêmes, sur la base de leurs besoins propres.

**Rachid**

Quel beau programme ! Mais cela implique que les fonctionnaires soient recrutés en fonction de leur compétence et de leur intégrité. Comment mettre fin aux complaisances et aux passe-droits à base politique ou clientéliste ?

**Muriel**

À cet égard, une dictature n'est certainement pas plus encline à un meilleur comportement qu'une imparfaite démocratie... Mais n'oublions pas pour autant la responsabilité des PTF.

**Julius**

Il convient que les PTF innovent avec une nouvelle gamme de projets évolutifs en tenant compte des réactions des agents de terrain et des populations. Face à un environnement changeant, deux types d'adaptations sont nécessaires : premièrement, que les PTF soient délivrés de l'obsession d'atteindre à tout prix des résultats fixés à l'avance ; deuxièmement, qu'ils remplacent les projets qui constituent des enclaves par des projets intégrés dans les services de l'administration. Cela signifie que les institutions de développement évolueraient vers un véritable rôle de soutien, l'initiative changeant de camp. Cet accompagnement concernerait, d'une part, des politiques publiques

nationales, mais aussi des initiatives décentralisées, issues d'unités fonctionnelles de l'État : collèges, formations sanitaires, tribunaux, commissariats, collectivités locales, etc. ou du monde associatif. Cette reconversion implique une simplification radicale des procédures, un renforcement de la capacité des acteurs locaux à la rédaction des propositions, afin que des idées simples et adaptées aux contextes locaux puissent bénéficier d'un appui financier extérieur. Les laboratoires et instituts de recherche africains sont particulièrement bien placés pour proposer une expertise nationale à base de connaissances fines des contextes locaux. Les pouvoirs publics devraient contribuer significativement à les financer. À l'heure actuelle, ces laboratoires bénéficient essentiellement de financements venant des institutions internationales de développement, qui souvent les cantonnent dans un rôle de consultants travaillant sur des termes de référence imposés.

**Arnaud**

La coopération internationale n'a pas tant besoin de savants financiers résidant à Washington ou à Paris, mais d'acteurs de terrain, capables de partager la condition de vie des populations aidées. À côté des expertises techniques, financières ou gestionnaires classiques, reconnues par les institutions de développement et les États, il existe un type d'expertise indispensable qui fait défaut à l'industrie du développement : l'expertise contextuelle. Il est besoin d'agents de terrain connaissant parfaitement le fonctionnement réel des services publics. Cela est d'autant plus important qu'il n'y aura pas de croissance en Afrique sans un développement de la petite et moyenne entreprise. L'aide internationale a un rôle à jouer en levant les contraintes de financement et en apportant une assistance technique, là encore rapprochée, sur le terrain.

**Rachid**

La France ne pourra refonder sa politique de coopération avec l'Afrique tant que le quai d'Orsay ne se dotera pas

d'une large expertise sur un continent qui change à toute vitesse. Les échecs de ces dernières années sont dus à des erreurs de diagnostic sur les problèmes spécifiques des diverses régions de l'Afrique, qui n'est « une » que pour les non-Africains.

**Arnaud**

En raison des événements dramatiques du Niger, nous nous sommes peut-être focalisés excessivement sur le Sahel. Vis-à-vis du Maghreb, cette Afrique encore plus proche de nous, la politique française apparaît illisible et conduit à notre marginalisation. Nous naviguons alternativement proches de l'Algérie ou du Maroc et nous sommes les otages de leurs divisions et des stratégies internes de ces pays. Nos rapports avec eux sont pourtant essentiels, en raison de la présence historique de tant de Marocains et d'Algériens d'origine dans notre population, ainsi que du poids d'Alger et de Rabat dans l'évolution du Sahel, et plus généralement de l'Afrique de l'Ouest. Là encore, afin d'éviter les face-à-face, notre politique devrait se déployer dans un cadre européen. Un dispositif multilatéral pourrait associer à la France, l'Espagne et l'Italie les trois pays du Maghreb central.

**Muriel**

Oui, ce serait cohérent avec la volonté de notre président Macron de « plus d'Europe ».

**Julius**

*levant la main* — Excusez-moi, je dois maintenant prendre congé. Merci de m'avoir permis de vous exprimer tant d'idées me tenant à cœur.

**Muriel**

Merci à toi d'être venu, nous sommes ravis de t'avoir accueilli.

**Rachid**

Il est dommage que tu ne puisses pas rester davantage, nous allons évoquer un autre sujet qui fâche : le franc CFA !

*Julius donne congé.*

## Scène 4

*La même scène.*

### **Rachid**

Continuons sur les divers griefs à l'égard de la France. Ce n'est pas seulement la présence militaire française qui est rejetée par les opinions africaines, mais le franc CFA, qui est vu comme le symbole d'une domination monétaire exercée par la France et qui cristallise les ressentiments. Qu'en pensez-vous ?

### **Muriel**

Dans l'opposition aux francs CFA, il y a une part liée à la montée du souverainisme. Le nom même de la monnaie cristallise les critiques, quels qu'en soient les avantages économiques. Le « franc CFA » a historiquement signifié « franc des Colonies françaises d'Afrique » et, au moment des indépendances, il a paru astucieux de changer le sens de ce sigle tout en le conservant : il est ainsi devenu le « franc de Coopération financière en Afrique » en Afrique centrale, et le « franc de la Communauté financière africaine » en Afrique de l'Ouest. Grossière erreur ! Ce n'est pas tant le « franc » qui choque que le préfixe CFA, puisque le franc n'est plus la monnaie de la France mais celle de la Suisse, de la République démocratique du Congo, du Rwanda, du Burundi, de la Guinée... Et le dollar et la livre

sont, en dehors des États-Unis et du Royaume-Uni, le nom de la monnaie de nombreux pays.

## Arnaud

À la fin de l'année 2019, lorsque la réforme de la coopération monétaire avec l'Afrique de l'Ouest a été décidée, le président Macron a dit haut et fort qu'il ferait ce que voudraient les Africains ; le président Ouattara a annoncé un changement de nom : le franc CFA de l'Afrique de l'Ouest devait devenir l'eco. Ce nom est celui de la monnaie unique envisagée de très longue date par les pays de la CEDEAO. Le président Ouattara espérait sans doute qu'avec une réforme radicale de la coopération monétaire avec la France, des pays comme le Ghana – un moment favorable – la Gambie ou la Guinée pourraient rejoindre l'Union économique et monétaire ouest-africaine. Cela a provoqué l'ire du Nigéria, dominant dans la CEDEAO. Mais chacun est bien conscient, sans le dire, du caractère chimérique d'une monnaie commune à l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest qui serait, de fait, assimilée à l'actuelle naira, dont les cours évoluent en fonction de ceux du pétrole !

La France ne peut être tenue pour responsable de l'imbraglio intra-africain, et je pense qu'il serait très maladroit de tenter un coup de force sur un sujet pareil. Il appartient aux pays africains, de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale, de choisir un nouveau nom – qui devrait d'ailleurs être différent dans les deux Unions puisqu'elles sont indépendantes l'une de l'autre.

## Muriel

La réforme de 2021 a supprimé les deux principaux griefs : la participation de représentants français aux organes de direction de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest, le conseil d'administration, le comité de politique monétaire et la commission bancaire, et l'obligation, pour cette banque, de détenir une part minimale de ses réserves dans un compte ouvert par le Trésor public français. Le président Ouattara a choisi de conserver deux caractéris-

tiques du régime : le rattachement fixe de la monnaie à l'euro et le maintien de la garantie de convertibilité par le Trésor français, tout en différant le changement de dénomination. C'est pourquoi les adversaires du franc CFA continuent à condamner ce système, sans généralement évoquer la garantie de change de la monnaie. D'autre part, l'Afrique centrale conserve l'ancien système.

**Arnaud** Le franc CFA fait partie des pièges africains de la France – qui s'en sortirait mieux sans lui – et cette question est indépendante de la contribution de ce mécanisme au développement de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale. Faut-il, en raison de ce qu'il peut en coûter, que la France enclenche la dissolution du mécanisme ? Si elle en était à l'initiative, cela risquerait de lui être reproché comme un abandon supplémentaire de l'Afrique francophone, précisément au moment où celle-ci vit une passe difficile.

**Muriel** Le rattachement des deux francs CFA à l'euro et la garantie de convertibilité sont techniquement liés. Mais même si la garantie était supprimée, il n'est pas évident que les unions devraient abandonner le change fixe.

**Rachid** Quel a été l'effet du change fixe, cette parité immuable depuis 1994, sur le développement des pays de la zone franc ? La réponse des scientifiques n'est pas claire. Je constate en tout cas que, pendant la pandémie de Covid-19, la croissance a moins ralenti dans les deux Unions que partout ailleurs en Afrique, et que l'ancrage des francs CFA a permis de contenir l'inflation, en comparaison de pays comme le Ghana ou le Nigéria, soumis à de rapides dépréciations de leur monnaie, et donc à une forte inflation importée.

**Arnaud** Depuis trois ou quatre ans, je constate que les critiques économiques ont disparu de la scène et que les déroutes

ghanéenne et nigériane ont douché les enthousiasmes réformateurs !

### **Muriel**

Sur le long terme, il n'existe pas de preuve empirique quant à l'impact relatif sur la croissance d'un régime de change fixe ou flexible. En revanche, le change fixe est favorable à la stabilité monétaire et une croissance sans inflation est plus inclusive ; elle contribue davantage à la réduction de la pauvreté. Les contempteurs des francs CFA et de leur régime de change fixe oublient, me semble-t-il, qu'il s'agit de la monnaie de deux unions monétaires. Un flottement libre des francs CFA, dont les cours en devises seraient déterminés exclusivement par le marché des changes, comme en Europe, est irréaliste. Une telle solution n'existe en fait qu'exceptionnellement dans des pays en développement ou émergents, soit seulement au Chili et au Mexique. En effet, elle exige un bon fonctionnement du marché inter-bancaire des changes et un libre mouvement des capitaux, au risque sinon de se traduire par une forte instabilité du taux de change. Toutefois, on peut songer à un flottement contrôlé, même si celui-ci est rarement adopté par les pays moins avancés. Dans le cas des deux unions monétaires, en l'absence d'un gouvernement fédéral, le flottement contrôlé se heurterait à la difficulté de définir collectivement la trajectoire souhaitable du taux de change. La seule solution pratique serait de confier la gestion du taux de change à leur banque centrale, ce qui constituerait, après l'abandon de la politique monétaire, un nouveau transfert de souveraineté. Les gouvernants africains ne semblent pas prêts à l'accepter.

### **Arnaud**

La question de la garantie est plus complexe. Les unions devraient-elles y renoncer ?

### **Rachid**

La garantie offerte par la France est difficilement remplaçable du jour au lendemain. Une éventuelle réforme devrait

servir aux mieux les intérêts des pays, sans tomber dans des travers populistes qui pourraient coûter très cher.

## **Muriel**

Incontestablement, la garantie fait partie de la crédibilité des deux banques centrales car elle est associée à l'engagement de mener une politique de stabilité monétaire et, pour ce faire, de ne pas répondre aux sirènes des gouvernements en mal de financement. Comme les prêts des banques centrales aux États sont limités par leur statut, les unions monétaires ont protégé les États qui les composent d'aventures monétaires lors des crises politiques qui les ont secoués ou les secouent, ce qui aurait ajouté au chaos.

L'Union africaine ne cesse de plaider en faveur d'une intégration monétaire et plus largement économique. L'existence de ces deux unions économiques et monétaires – l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (ou UEMOA) et la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (ou CEMAC) – constitue un acquis formidable, qui n'est présent nulle part dans le monde des pays en développement et qu'il faut préserver. Sans la garantie, existerait-il un risque d'éclatement des unions ? Étant donné le soutien apporté par le Burkina et le Mali aux putschistes nigériens, en opposition avec les autres pays de l'UEMOA, il existe pour le moment un risque de désagrégation de cette Union. En raison de la situation militaire catastrophique au Mali, la création d'un califat nest plus impossible. Cela rendrait inévitable la partition de l'Union. Je crois que le moment serait très mal venu, pour la France, de prendre quelque initiative que ce soit quant à son désir de supprimer la garantie et de se protéger des risques qui l'accompagnent – qui demeurent faibles à l'heure actuelle.

## **Rachid**

Il me paraît gênant qu'il n'existe pas de calendrier de sortie de la coopération monétaire et de la dépendance à l'aide extérieure qu'elle représente malgré tout. Certes, limiter dans le temps la garantie enlèverait la confiance dans les

banques centrales qu'elle suscite et qui participe à la maîtrise des anticipations inflationnistes – condition *sine qua non* de l'efficacité de la politique monétaire.

## Muriel

Le terme même de « zone franc » est maintenant condamné comme rétrograde ou passéiste au profit de l'appellation « Coopération monétaire Afrique-France ». Puisqu'il se fait tard, en conclusion de notre débat sur les francs CFA, je ne peux m'empêcher de souligner que la garantie de la France est une forme moderne de coopération internationale. Au moment où la conditionnalité de l'aide est si vivement critiquée, le soutien monétaire de la France repose sur l'assurance d'obtenir les devises nécessaires en cas de crise de balance des paiements, sans limite fixée *a priori* et sur simple engagement des gouvernements africains de protéger leur population de l'inflation – engagement manifesté dans les statuts des banques centrales. Certes, si le compte de dépôts de fonds au Trésor, qui remplace le compte d'opérations, devenait négatif, la France reprendrait sa place minoritaire au comité de politique monétaire. Mais toutes les mesures automatiques de politique monétaire restrictive ont disparu.

Dans tous les cas, la garantie de la France devra un jour disparaître. Il faudra alors que les gouvernants africains inventent un mécanisme de substitution, fondé sur la solidarité des pays composant chaque union. Que la France les laisse donc prendre leurs responsabilités ! Malheureusement, la situation politique au Sahel n'est pas favorable à cela.

## Arnaud

Laissez-moi clore nos soirées par une note optimiste. Les critiques sévères que nous avons exprimées ensemble sur les modalités de l'aide au développement de la France ne sont, en aucune manière, une condamnation. La France a contribué au développement des infrastructures du continent – peut-être moins qu'il aurait été souhaitable.

Dans les pays francophones, elle a participé à la création d'une élite intellectuelle très bien formée et qui s'exprime en français souvent mieux que nos concitoyens. Il serait injuste de considérer que notre aide n'est pour rien dans la croissance de ces mêmes pays, souvent délaissés par les autres États occidentaux. Cette aide est en partie responsable de l'émergence d'une classe moyenne dynamique, qui crée localement des entreprises. La France a joué dans ce domaine un rôle essentiel.

**Rachid  
et Muriel**

*d'une même voix* — Merci pour cette conclusion !

**Muriel**

Tu exprimes ainsi notre engagement de tous trois pour l'Afrique !



## Scène 5

*Trois ans plus tard, les trois amis se réunissent dans la même bibliothèque, en attente des résultats du second tour de l'élection du président de la République française.*

**Arnaud** Nous voici à nouveau réunis chez toi Muriel ! Et nous sommes tous trois fort inquiets des résultats du deuxième tour de l'élection présidentielle. Ils vont bientôt s'afficher... Le pire n'est jamais sûr ! Assisterons-nous à un sursaut de nos concitoyens ?

**Muriel** Un succès du Rassemblement national serait une catastrophe pour la France et, au-delà, pour l'Europe. La politique de coopération de la France serait complètement remise en cause, dans ses principes mêmes. Dans nos rapports avec l'Afrique, seuls compteraient désormais les intérêts français – au demeurant fort mal compris.

**Rachid** Même si l'Occident doit laisser aux dirigeants africains la responsabilité de leur politique et que se produit ainsi une révolution copernicienne de l'aide au développement, vous m'avez convaincu que la communauté internationale ne pourra pas se désintéresser du destin de l'Afrique. Ne serait-

ce que parce qu'en l'absence de croissance économique et face à une démographie galopante sur ce continent, se déploieront de plus en plus les violences interethniques, exacerbés par la misère et par les infiltrations ou conquêtes djihadistes.

## **Arnaud**

Pour tromper notre attente, je vais vous lire un raccourci du manifeste du Rassemblement national sur notre politique africaine. Il fait froid dans le dos :

« Le glas sonne. Les opinions publiques le clament : en France, l'aide fatigue. En Afrique, elle éprouve le nationalisme et la fierté. Au Sud comme au Nord, nul ne croit plus en son efficacité. Notre relation avec les pays africains, tout particulièrement francophones, doit être revisitée de fond en comble sur la seule base de la contemplation froide de nos intérêts.

Ceux-ci sont limités en Afrique. Notre commerce extérieur dépend très peu du continent, même si nous y bénéficions d'un petit excédent. Les perspectives de croissance africaine sont modestes en valeur absolue et nos industriels y investissent peu. Nos intérêts matériels ne se focalisent que sur l'extraction de ressources. Notre vrai souci est la question migratoire. Certains plaident pour une accélération du développement africain, qui réduirait la pression migratoire au grand large, mais la réalité des vingt dernières années nous conduit à constater qu'aucune aide au développement et aucun transfert de ressources ne permettent d'avancer dans la bonne direction. Les gains de croissance de l'Afrique au XXI<sup>e</sup> siècle sont conditionnés par les cours des matières premières, et la meilleure gouvernance de quelques pays ne doit rien à l'intervention occidentale. Au contraire, cette intervention est plutôt un facteur de mauvaise gouvernance et suscite le rejet d'une proportion importante des opinions africaines !

Certes, nous connaissons un risque terroriste indirect lié au djihadisme actif dans une partie croissante de l'Afrique. Les interventions au Pakistan, en Somalie, en Afghanistan et finalement au Sahel nous ont appris que l'intervention militaire massive directe est une manière inefficace de contrer cette menace. La lutte doit être conduite en partenariat avec les régimes eux-mêmes.

Ce diagnostic a de nettes conséquences sur les orientations de notre politique en Afrique et dans les négociations internationales :

1. À l'instar des Russes et des Chinois, nous ne nous impliquerons dans aucune affaire intérieure d'un pays africain, ne donnerons aucune leçon de moralité concernant la bonne gouvernance ni le respect des droits de l'homme. L'idée même de conditionnalité est contradictoire avec la souveraineté nationale. Comme il est impossible de financer des politiques de développement ambitieuses sans y mettre des conditions, nous supprimerons toute subvention publique au développement. En revanche, nous sommes désireux de nouer des partenariats gagnant-gagnant en termes de ressources énergétiques, minières et humaines, comme de sécurité partagée et de climat, sans aucun lien avec la question du développement, qui relève de la totale souveraineté de nos partenaires.
2. Notre appareil bilatéral sera adapté en conséquence. L'Agence française de développement sera transformée en une filiale de la Banque publique d'investissement et appelée « Banque française du commerce extérieur ». Tous ses financements seront consacrés aux équipements d'infrastructure à destination de l'industrie française et européenne, ainsi qu'à notre

approvisionnement énergétique. Son budget sera supprimé. Business France sera renforcée.

Une agence humanitaire sera créée sous la tutelle du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères pour venir au secours des pays subissant de grandes catastrophes. Le budget de l'aide publique au développement sera divisé par quatre et reconverti dans le soutien à la politique des quartiers sensibles en France.

La garantie des francs CFA sera arrêtée. La France donnera une période de transition de cinq ans aux deux Unions monétaires d'Afrique de l'Ouest et du Centre ainsi qu'aux Comores pour transiter vers une nouvelle organisation monétaire. Il reviendra aux pays africains concernés de décider s'ils veulent conserver une union monétaire entre eux et, si oui, sous quelle forme et avec quel régime de change. La France n'interviendrait évidemment plus dans ce futur arrangement.

Le dispositif français en matière de recherche et formation supérieure à l'international sera revu et Campus France sera renforcé. La politique de quotas de visa et de bourses visera à rendre la France attractive pour les talents des pays en développement, notamment africains, pour leurs études supérieures et l'installation en France. Une politique de coopération universitaire et de recherche dynamique avec l'Afrique permettra de créer sur le continent les emplois et entreprises intéressants pour la sous-traitance française et de générer des talents susceptibles d'immigrer en France dans les métiers d'avenir en tension.

En matière migratoire, la compétence du ministère de l'intérieur sera renforcée : tandis qu'il facilitera la venue des talents liés au business, il bouclera l'immigration de base en fonction de quotas, il

négociera des partenariats de rétention avec les pays d'immigration « à la turque », sur la base de paiements en contrepartie de répression de la migration par les autorités de départ et de réadmission des expulsés de France. Aucune autre condition ne sera attachée à ces pactes. Cette politique sera conduite en parallèle avec un renforcement de la lutte contre l'immigration clandestine, et un dispositif puissant de reflux en Méditerranée.

Les accords de défense avec les pays africains seront tous dénoncés et, le cas échéant, renégociés strictement dans une perspective de lutte contre le terrorisme. Aucune intervention de soutien et de stabilisation des régimes ne sera possible. Les bases militaires françaises permanentes – à l'exception de celle de Djibouti, qui joue un rôle important en direction de l'océan Pacifique – seront supprimées.

3. Notre action multilatérale sera aussi profondément modifiée. La France contribuera à des fonds spécifiques, gérés de manière multilatérale – par exemple, par la Banque mondiale. La finalité de ces fonds devra être les biens communs, sans aucune interférence avec les politiques nationales de développement. Ainsi, financeront-ils la transition énergétique dans les pays à revenu intermédiaire, la biodiversité ou la santé.

En contrepartie, la France cessera de contribuer aux fonds concessionnels de la Banque mondiale et des banques de développement régionales, et aura une politique restrictive sur les fonds concessionnels du FMI. Elle se retirera du capital des banques régionales de développement pour contribuer à l'autonomie et la souveraineté des pays en développement. En revanche, elle accroîtra sa contribution aux organisations humanitaires civiles, ainsi qu'aux institutions humanitaires des Nations unies.

En conclusion, notre programme rapprochera la position de la France de celle des autres pays tels la Chine, la Russie, et parfois même les États-Unis. La France fera ainsi de grandes économies budgétaires qui pourront être consacrées soit à son désendettement, soit à ses politiques sociales intérieures. Mais surtout, elle gagnera fortement en crédibilité, prestige et considération, car ses objectifs seront clairs : en se débarrassant des grandes idées fumeuses de développement, démocratie, droits de l'homme, etc., et en refusant toute posture de soutien ou attaque politique à quelque régime que ce soit. Nous accepterons ainsi sans problème tout coup d'État ou changement forcé de régime car relevant de la stricte souveraineté nationale. Nous deviendrons totalement lisibles, mettant fin à trop d'années de confusion, chimères, idéologies et gabegie. »

**50****Muriel**

Les propositions du Rassemblement national seraient désastreuses pour l'Afrique et plus encore pour la France. Elles sont en contradiction avec les valeurs séculaires de notre pays. D'ailleurs, elles ne limiteraient en rien l'immigration en Europe et chercheraient à détourner de l'Afrique les élites dont l'avenir de ce continent dépend.

Quand nous proposons de modifier radicalement les mécanismes de notre aide, cela ne signifie nullement, bien au contraire, réduire le montant de notre aide, ni notre engagement dans notre coopération pour le développement de ce continent africain si riche en potentialités et qui peut tant apporter en retour à la France comme à l'Europe.

*À 20 h 00 précises, apparaît le résultat de l'élection présidentielle.*

*Sur l'écran, on peut voir le visage fermé d'Édouard Philippe, et celui, rayonnant, de Marine Le Pen : score = 60 % des voix.*

*Heureusement, il fait sombre ; tous ont les larmes aux yeux.*







*Trois personnages, amis de longue date et ayant séjourné en Afrique, sont réunis en novembre 2023, durant trois soirées. Ils échangent sur les coups d'État ayant eu lieu au Sahel peu de temps auparavant, puis s'interrogent sur leurs conséquences quant à la politique française de coopération avec le continent africain.*

**F&Di**

FONDATION POUR LES ÉTUDES ET RECHERCHES  
SUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Créée en 2003, la Fondation pour les études et recherches sur le développement international vise à favoriser la compréhension du développement économique international et des politiques qui l'influencent.

Illustration de couverture :  
© Aude Guirauden,  
*Fresque de Bassam*,  
photo-composée, 2023.

ISBN : 978-2-9586419-6-2

